

# GUERRE FROIDE ET RENVERSEMENTS D'ALLIANCES EN AFRIQUE (1960-1990)

**Gnagne Antoine SESS**

*Département Histoire,*

*Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan-Cocody, Côte d'Ivoire.*

*Sessgnagne@yahoo.fr*

## Résumé

*Entre 1960 et 1990, au cours de la guerre froide, l'Afrique a été le théâtre de plusieurs renversements d'alliances entre des pays africains et des puissances étrangères, dont les plus emblématiques sont revisités ici par cette étude. Il s'agit des renversements d'alliance entre l'Égypte et l'Urss, entre la Somalie et l'Urss et entre l'Éthiopie et les États-Unis. Ils doivent leur importance au caractère stratégique de ces pays africains par rapport aux régions concernées, le Moyen-Orient et la corne de l'Afrique, lieux privilégiés de l'affrontement Est-Ouest. L'étude a pour objectif de cerner ces différents revirements d'alliance et de mesurer leur impact sur le cours de la guerre froide. Elle s'appuie sur une lecture critique et croisée de documents officiels, d'ouvrages et d'articles divers sur l'Afrique et la guerre froide. Il en ressort que la guerre froide a constitué l'élément primordial des revirements d'alliances en Afrique. Ces revirements laissent entrevoir un processus non formel mais cependant identifiable. S'ils ont été souvent spectaculaires, cependant ils n'ont affecté que partiellement le cours de la guerre froide sur le continent.*

**Mots clés :** *guerre froide, afrique, états-unis, urss, renversements d'alliances.*

## Abstract

*Between 1960 and 1990, during the Cold War, Africa witnessed several reversals of alliances between African countries and foreign powers, the most emblematic of which are reviewed here. These are the reversal of alliances between Egypt and the USSR, Somalia and the USSR and Ethiopia and the US. They owe their importance to the strategic nature of these African countries in relation to the regions concerned, the Middle East and the Horn of Africa, which are privileged places of the East-West confrontation. The study aims to identify these different shifts in alliances and to measure their impact on the course of the Cold War. It is based on a critical and cross-referenced reading of official documents and various books and articles on Africa and the Cold War. It emerges that the Cold War was the primary factor of reversals of alliances in Africa. These shifts suggest a non-formal but identifiable process. While they were often dramatic, they only partially affected the course of the Cold War.*

**Keywords:** *cold war, africa, usa, ussr, reversal of alliances.*

## Introduction

Dans le conflit, qui a opposé les États-Unis à l'Urss dans le monde entre 1947 et 1990, baptisé communément guerre froide, le théâtre africain a

été particulièrement riche en rebondissements. Du point de vue politique, avec les nombreuses révolutions de palais ou changements anticonstitutionnels qui ont rythmé le cours de cette guerre, sans omettre les conflits et leur lot d'insécurité (Almeida-Topor, 2013 : 233-236). Puis au plan idéologique, à travers les changements d'alliances souvent spectaculaires intervenus entre les alliés africains et les grandes puissances. Cette dernière évolution est d'autant plus significative qu'elle est apparue souvent comme un véritable séisme dans le jeu des alliances en Afrique et interroge sur la vraie valeur des réclamations idéologiques des régimes africains.

La volonté de triompher de l'un ou de l'autre dans cette guerre a conduit les deux grandes puissances à opérer un maillage du monde à travers des réseaux d'alliances politiques, économiques, militaires ou idéologiques. En Afrique, l'apparement à l'un de ces systèmes en conflit rangeait systématiquement le pays concerné sous la bannière de l'une ou l'autre des grandes puissances et se concluait par des accords bilatéraux instituant un régime de faveurs mutuels entre les deux pays. Mais, contre toute attente et pour des raisons diverses, ces accords sont dénoncés, le plus souvent, par la partie africaine, entraînant ainsi une rupture de ces accords et un réengagement du pays concerné en faveur du camp adverse : on parle alors de renversements d'alliances. Cette pratique a été récurrente dans les années 1960 et suivantes en Afrique.

Ce présent travail aborde les plus emblématiques de ces changements, en l'occurrence la fin des alliances soviéto-égyptienne, soviéto-somalienne ou américano-éthiopienne. En effet, ces différents pays (Égypte, Somalie, Éthiopie) étaient considérés comme des pions essentiels du dispositif soviétique ou américain dans leurs régions respectives. L'objectif est de cerner ces différents changements et de mesurer leur impact sur le cours de cette guerre. Aussi, importe-t-il de se demander comment la guerre froide a-t-elle stimulé la recomposition des alliances en Afrique ? Pour y arriver, cette étude explore des documents officiels qu'elle confronte à des ouvrages et à des articles divers sur la question. Elle s'inscrit dans une démarche analytique en trois parties. D'abord, elle présente la guerre froide comme un facteur aggravant des renversements d'alliances ; ensuite, elle analyse le processus de renversement ; et enfin, elle examine les limites et les conséquences de ces renversements d'alliances sur cette guerre.

La guerre froide, facteur aggravant des renversements d'alliances en Afrique.

Sous divers rapports, la guerre froide offre un contexte particulièrement propice à une relecture des alliances en Afrique. En effet, l'environnement de concurrence émanant de cette guerre, a exacerbé la compétition entre les deux grands (États-Unis, Urss) pour le contrôle de pays satellites. Cette compétition, encouragée par le retrait apparent des anciennes puissances coloniales du continent, a confiné d'office les pays africains dans une position d'arbitre de la partie. En effet, les pays africains auront compris qu'ils pouvaient jouer à tout moment de la rivalité persistante entre les grandes puissances ou entre les puissances d'un même camp ou des deux camps. Aussi, n'est-il pas rare de voir ces pays, notamment ceux bénéficiant d'une position stratégique, jouer un camp contre l'autre au gré de leurs intérêts particuliers. C'est le cas de la Somalie de Syad Barré ou de l'Éthiopie de Mengistu Hailé Mariam dans la corne de l'Afrique.

Devant l'intérêt grandissant de l'Urss pour l'Éthiopie, suite à la chute en 1974 du roi Hailé Sélassié, allié des États-Unis, la Somalie dénonce son alliance avec les Soviétiques et se rapproche des Américains, malgré la volonté de l'Urss de continuer à demeurer son allié dans le cadre d'une fédération. Inversement, le nouveau régime éthiopien choisit l'Urss au détriment des États-Unis (Westad, 2007 : 257-297).

En outre, les révisions d'alliances en Afrique sont aussi une manifestation de la volonté d'indépendance des pays africains face aux puissances étrangères. Cette posture d'indépendance trouve sa source dans le débat sur le positionnement des pays du tiers monde dans la guerre froide, qui a précédé ou suivi le mouvement de décolonisation au XXe siècle. Affirmée officiellement à la conférence de Bandoeng (Indonésie) en 1955, elle est reprise et consacrée en Afrique par la charte qui crée l'organisation de l'unité africaine (OUA) en 1963, sous les dispositions de la non-ingérence, du respect de la souveraineté nationale et du non-alignement (Charte de l'OUA, 1963 : article 3, alinéas 2, 3, 7). Reprise ensuite dans bien des constitutions nationales, cette volonté d'indépendance est devenue le principe directeur des relations entre les pays africains d'une part et avec le monde extérieur d'autre part.

Dans la pratique, celle-ci est traduite par un attachement jaloux de ces pays à leur souveraineté nationale, une opposition viscérale à toute forme d'ingérence étrangère et le recours à une politique de non-alignement vis-

à-vis des deux blocs (Est-Ouest), cependant pas toujours systématique. Il n'est donc pas illusoire de voir dans cette attitude souverainiste des États africains l'une des explications des déconvenues de l'Urss sur le continent dans les années 1960. En effet, profitant de la vague des décolonisations de la fin des années 1950 et suivantes, l'Urss se rapproche de plusieurs pays africains, dont le Ghana de Kwame Nkrumah, la Guinée de Sékou Touré ou le Mali de Modibo Kéita, avec lesquels ils signent de nombreux accords. Cependant, quelques années auront suffi pour voir ces premières expériences soviétiques, qui faisaient à priori la fierté des dirigeants de Moscou et des initiateurs africains, décliner l'une après l'autre (Levgold, 1967 : 39-50). Au Ghana, Nkrumah est renversé suite à un coup d'État en 1966 alors qu'il était en visite officielle en Chine ; en Guinée, Sékou Touré, de plus en plus impatient à l'égard de Moscou, regarde désormais vers l'Ouest et la France ; au Mali, Modibo Kéita est assassiné en 1968. Dans ces différents pays, les Soviétiques sont contestés et poussés vers la sortie. On leur reproche l'inefficacité de leur coopération et surtout leur ingérence dans les affaires intérieures de ces États. Dans cette même logique, dans les années 1970, Addis-Abeba a prétexté des réactions de Washington aux proclamations socialistes et aux atteintes aux droits de l'homme de son nouveau régime pour rompre son alliance avec les États-Unis (Westad, 2007 : 275).

Il est en également de l'Égypte. Malgré une coopération très fructueuse avec l'Urss sous Nasser, celle-ci n'a pas signé de traité avec Moscou et ne fait pas partie pour autant du camp soviétique (Sid-Ahmed, 1972 : 17). Son successeur, Sadate, bien que lié à Moscou par un traité, renvoie les conseillers soviétiques pour limiter sa dépendance à l'égard de l'Urss (Quétel, 2008 : 226). Cette posture d'indépendance s'illustre également dans le jeu d'équilibre auquel s'adonnaient les pays africains entre les deux blocs. Pour préserver leur liberté d'action face aux pressions et aux chantages éventuels des puissances extérieures, ces pays se réservaient le droit de coopérer simultanément avec les deux camps. Ainsi, s'adressaient-ils aux Occidentaux pour leurs besoins en investissements économiques et en devises d'un côté et de l'autre, recouraient aux Soviétiques pour leurs besoins en armements. De cette manière, ils n'étaient ni trop à l'Ouest, ni trop à l'Est et pouvaient à tout moment dénoncer leur engagement. C'est l'exemple de l'Égypte de Sadate avant la rupture de 1976. Bien qu'étant liée à l'Urss par un traité, elle restait néanmoins ouverte aux investissements occidentaux (Pironet, 2014). Ce jeu d'équilibre favori des Africains entre l'Est et l'Ouest était souvent

caricaturé sous ces traits : <les pays africains mangent à l'Ouest et s'arment à l'Est>.

Dans cette même mouvance de la guerre froide, la manne de l'aide au développement, les livraisons d'armes ou la garantie d'une protection militaire et politique ont constitué également des mobiles de révision des alliances. En effet, confrontés à d'énormes problèmes de développement et d'insécurité (pauvreté, manque de ressources financières, dettes, guerres, rivalités, rebellions, coups d'État...), les régimes africains voyaient dans les alliances avec les puissances étrangères un moyen d'atteindre leurs objectifs de développements et de sécurité à travers les aides financières, les fournitures d'armes, la garantie sécuritaire, politique et diplomatique qu'offraient celles-ci. Étant donné l'importance des attentes de ces régimes, la faiblesse de la réponse extérieure ou tout manquement appelait bien souvent une réinterprétation des alliances par la partie africaine qui faisait alors jouer la concurrence. Dans l'Éthiopie de l'après Hailé Sélassié, les perspectives d'une aide militaire plus abondante, que laissait entrevoir une éventuelle alliance avec l'Urss, a conduit le nouveau régime militaire à rompre avec les États-Unis, l'ancien allié du pays (Westad, 2007 : 273-275). De même Sadate, n'ayant pas reçu les armes promises par l'Urss, suite au traité de 1971, expulsa vingt mille conseillers militaires soviétiques d'Égypte en 1972 avant de dénoncer, quatre ans plus tard, le traité d'alliances avec Moscou. Comme on le voit, le contexte de la guerre froide a stimulé le renversement de bon nombre d'alliances sur le continent dont il convient d'examiner ici le processus.

Du processus de renversement des alliances en Afrique.

Les renversements d'alliances sur le continent n'obéissent pas, à vrai dire, à un rituel bien défini d'avance. Cependant, leur analyse permet de déceler des étapes, rigoureusement identifiables (l'initiative, l'expulsion, la fermeture, la dénonciation et le passage à une nouvelle alliance), qu'il convient d'examiner de plus près. De manière générale, c'est la partie africaine qui prend l'initiative de la rupture pour diverses raisons évoquées plus haut. Ainsi, dans le cadre des alliances soviéto-égyptienne, soviéto-somalienne ou américano-éthiopienne, la décision de rupture est venue de l'Égypte, de la Somalie et de l'Éthiopie. Cette initiative participe bien souvent de l'effet de surprise ; la partie extérieure est prise de court, comme s'il s'agissait de la mettre devant les faits accomplis. Ce fut le cas en Égypte et en Somalie. Contrairement à ces deux cas, en Éthiopie, la dextérité des services secrets américains a permis d'intercepter une

information secrète concernant une action imminente du nouveau régime contre la présence américaine dans le pays et de minimiser ainsi l'effet de surprise. Ce qui a permis au gouvernement Carter de devancer cette action (Westad, 2007 : 268).

Il faut remarquer ici que l'initiative de rupture se situe dans un contexte de changement de régime ou encore dans un contexte de difficultés politique et militaire. Dans le premier cas, c'est l'exemple de l'Éthiopie. Après un coup d'État, qui porte au pouvoir un régime militaire en 1974, les nouveaux maîtres d'Addis-Abeba choisissent de se démarquer des États-Unis, parrains de l'ancien régime qu'ils venaient de déposer. Dans le second cas, les exemples de l'Égypte et de la Somalie en constituent une parfaite illustration. En effet, ces deux pays sont confrontés à un contexte de guerre : l'Égypte a perdu sa guerre contre Israël et murmure sa revanche ; la Somalie était en conflit contre l'Éthiopie dans l'Ogaden. Aussi, dans les faits, cette initiative a consisté en des actions politiques d'envergure dont l'objectif est d'envoyer un message politique fort à la partie tierce ou de faire un appel de pied à la partie adverse. Elle a pris dans la pratique la forme d'une expulsion du personnel étranger (conseillers militaires et autres) ou/et la fermeture des installations étrangères (bases et autres structures) dans le pays. En Égypte, en guise de protestation contre le non-respect des engagements pris par l'Urss, Sadate a expulsé vingt mille conseillers militaires soviétiques, un an seulement après la signature du traité soviéto-égyptien. Plus qu'une mise en garde, cette décision fut la première alerte sérieuse sur la volonté du Caire de s'affranchir de Moscou. Ce d'autant plus qu'elle ne tarda pas à mettre en œuvre un programme libéral dans les années qui ont suivi l'expulsion (Pironet, 2014).

En Somalie, en revanche, l'expulsion des conseillers cubains et soviétiques a pris l'allure de représailles de la part du pouvoir de Mogadiscio à l'encontre de Moscou, suite au rapprochement entre l'Urss et l'Éthiopie, l'ennemie jurée. Au nombre de 6000 dans la période faste de la coopération soviéto-somalienne, le départ de ces conseillers en 1977 a mis définitivement fin à la présence soviéto-cubaine en Somalie. Dans la foulée, la Somalie décida de la fermeture de toutes les bases aérienne et navale soviétiques dans le pays : Berbera et Mogadiscio. Dans l'Éthiopie voisine, l'expulsion du personnel et la fermeture des installations américaines ne sont intervenues qu'après que les dirigeants éthiopiens aient obtenu de Moscou l'assurance d'une alliance conforme à leurs attentes. En effet, <Le régime de Mengistu, désormais confiant

en son pouvoir, agit immédiatement pour modifier ses relations étrangères dans un sens agréable à Moscou. Le 23 avril, le CPAM [Conseil provisoire d'administration militaire] annonça que cinq structures américaines situées en Éthiopie - la base d'Asmara [Kagnew], le consulat américain à Asmara, tous les bureaux de l'USIS [Agence de renseignements], le bureau du groupe de conseil d'assistance militaire américaine, et le centre de recherches médicales de l'US Navy - devaient fermer sur-le-champ.> (Westad, 2007 : 281).

Dans ces conditions, autant l'expulsion que la fermeture des structures constitue-t-elle ici des gages de confiance et de loyauté adressés par Addis-Abeba à la partie soviétique. En revanche, ces décisions n'ont pas semblé véritablement prendre Washington de revers ; car, elle s'y était déjà préparé, des années auparavant, en réduisant au strict minimum nécessaire le nombre de ses conseillers dans la capitale éthiopienne. Selon M'Bokolo (1985 : 293), le retrait américain de l'Éthiopie avait commencé en 1973, suite à la découverte de l'emplacement stratégique de Diego-Garcia dans l'océan Indien, pouvant abriter une base plus importante que Kagnew, et aux menaces de déstabilisation probable du régime de Haïlé Sélassié.

La dénonciation du traité d'alliance constitue l'étape cruciale du renversement des alliances entre les parties africaines et étrangères. Elle signifie souvent la fin des relations politiques et diplomatiques entre les deux parties. En Égypte, c'est quatre ans plus tard, après avoir renvoyé le personnel militaire soviétique, que Sadate a décidé de dénoncer le traité soviéto-égyptien le 15 mars 1976. En Somalie, ce fut la conséquence immédiate de la <trahison> de Cuba et de l'URSS : <Pour Siyad Barre, déjà en contact avec les Américains, ce fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase. Début novembre, il annonça que son gouvernement rompait ses relations diplomatiques avec Cuba...> (Westad, 2007 : 285). Qui plus est <Ce choix entraîna un renversement total : la Somalie expulsa les conseillers soviéto-cubains en novembre 1977 et dénonça les accords de coopération de 1974.> (M'Bokolo, 2007 : 292). Cependant, si Mogadiscio a rompu ses relations diplomatiques avec Cuba, ce ne fut pas le cas avec l'URSS.

Dans le cas de l'Éthiopie, liée aux États-Unis par deux accords - l'un sur l'assistance militaire et économique et l'autre sur la base militaire de Kagnew (M'Bokolo, 2007 : 292) - la rupture de ces accords mettait fin naturellement aux relations diplomatiques avec Washington. Celles-ci ne seront rétablies qu'à la faveur de la chute du régime de Mengistu en 1991.

Cette dénonciation est précédée (cas de l'Éthiopie) ou suivie (exemples de l'Égypte et de la Somalie) de la signature d'une nouvelle alliance avec le camp adverse, qui entraîne alors un bouleversement de l'ordre politique régional et continental.

Limites et conséquences des renversements des alliances sur la guerre froide en Afrique.

Quoique souvent spectaculaires, les renversements d'alliances sur le continent présentent tout de même des limites. En Égypte, après le départ des Soviétiques, < [...], les Américains qui ont pris la place de l'Urss, ne poussaient pas leur amitié jusqu'à fournir l'équivalent des armements livrés naguère par les Soviétiques.> (M'Bokolo, 1985 : 90). En d'autres termes, la nouvelle amitié américaine ne valait pas l'ancienne, soviétique, ne serait-ce qu'au plan militaire. Par conséquent, ce déficit d'armements n'a pas permis à l'Égypte de renverser les rapports de forces en sa faveur dans la guerre qui l'opposait à Israël. Bien au contraire, sous les pressions des États-Unis, l'Égypte a abandonné ses prétentions guerrières pour s'inscrire dans une démarche de réconciliation avec Israël, brisant ainsi le front d'opposition arabe contre l'État hébreu.

Il en va de même dans la corne de l'Afrique où les Américains, qui remplacent au pied levé les Soviétiques en Somalie, refusent de se laisser entraîner dans le conflit somalo-éthiopien. En effet, après s'être concertés entre eux, les Occidentaux (États-Unis, France, Allemagne, Grande-Bretagne, Italie) décident de ne pas intervenir tant que les Éthiopiens et leurs alliés soviétiques ne franchissent pas la frontière somalienne (Casteran, Langellier, 1978 : 52).

Bien plus, les États-Unis se sont abstenus de livrer des armes à la Somalie, qui venait bientôt à manquer d'armes et à cesser la guerre. Ainsi, il devient clair que cette nouvelle alliance entre les Américains et les Somaliens est <[...] loin de valoir l'ancienne alliance avec l'Éthiopie : d'ailleurs, soucieux de rassurer les autres États africains qu'inquiète l'irrédundance somali, ils n'ont pas cessé de pousser le régime de Mogadiscio à renoncer à ses prétentions sur l'Ogaden.> (M'Bokolo, 1985 : 293). Par ailleurs, la Somalie n'a pas rompu ses relations diplomatiques avec l'Urss, espérant que celle-ci reconnaîtrait son erreur et reviendrait sur sa décision. En Éthiopie, les Soviétiques semblent avoir réalisé une bonne opération : ils sont désormais installés dans le plus grand pays de la corne de l'Afrique ; leur aide a permis à l'Éthiopie de reprendre le contrôle de l'Ogaden. Mais cet enthousiasme est fortement tempéré par les différentes rebellions (Érythrée, Ogaden, Tigré) qui secouent le pays.



D'une manière générale, ces revirements d'alliances, hormis quelques déclassements, n'ont pas modifié profondément l'équilibre des forces dans les régions : l'URSS comme les États-Unis demeurent toujours présents dans la corne de l'Afrique, mais n'ont plus la même position ; en Égypte, l'URSS, malgré son départ du pays, reste présente dans la région, notamment en Libye, au Yémen du Sud, en Syrie... Cependant, dans les années 1970, l'URSS, grâce à sa percée fulgurante dans les anciennes colonies portugaises d'Afrique australe (Angola, Mozambique) et en Éthiopie à partir de 1975, semblait prendre de l'avance sur le camp occidental et les États-Unis ; une avance que les États-Unis n'ont pas tardé à rattraper avec l'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan en 1980.

En dehors de ces limites susmentionnées, les dénonciations d'alliances par les pays africains ne manquent pas non plus d'entraîner des conséquences sur la compétition entre les grandes puissances en Afrique. Il s'en est suivi en effet, d'une part, un bouleversement de l'ordre ancien. Ainsi, en Afrique du Nord, l'URSS perd sa position dominante, acquise sous Nasser, en Égypte. Introduite dans le pays, à la faveur de la crise de Suez de 1956, l'URSS avait réussi grâce à une aide économique et militaire massive à s'imposer en Égypte et à lui servir de contrepoids face à Israël et aux États-Unis dans la région (Sid-Ahmed, 1972 : 17). En effet, l'URSS consentit à l'Égypte plus de 700 millions de roubles de crédits : avec cette aide furent construits près de 130 ouvrages dans le pays dont le principal est la première tranche du haut barrage d'Assouan sur le Nil (Rounov, Rubinstein, 1967 : 73). Cette position lui a permis de s'aménager un ancrage solide au Moyen-Orient et de peser sur le conflit israélo-arabe de 1967. Après la mort de Nasser, malgré un occidentalisme affirmé des nouveaux dirigeants, l'URSS se maintient en place et même renforce sa position dans le pays (Traité soviéto-égyptien, 1972). Désormais, cette présence est remise en cause et l'URSS perd, étant donné l'importance géostratégique de l'Égypte, un allié important dans la bataille pour le contrôle du Moyen-Orient. En effet, selon Droz et Rowley (1992 : 380), <Si elle maintient solidement ses positions en Syrie et en Irak, l'appui qu'elle peut trouver en Libye et au Sud-Yémen ne compense pas la perte de l'Égypte depuis 1976, ni le glissement vers des positions de plus en plus occidentalistes du Soudan dirigé par le maréchal Nimeiry.>

Il en est de même dans la corne de l'Afrique où l'URSS et les États-Unis sont contraints d'évacuer leurs positions respectivement en Somalie et en Éthiopie. La Somalie représentait pour l'URSS l'un de ses alliés les plus importants dans l'Océan Indien. Située au confluent de la mer Rouge et

de l’océan Indien, dans le golfe d’Aden, elle est idéale pour assurer le contrôle des voies maritimes passant par la mer Rouge et l’océan Indien et reliant le golfe Persique à l’Europe et à l’Amérique. Elle permet ainsi de contrôler l’approvisionnement en pétrole des pays occidentaux en provenance des pays du golfe, d’où l’intérêt de Moscou pour celle-ci. L’Urss, au terme du traité de 1974, avait livré au régime de Syad Barre l’équivalent de 30 millions de dollars d’armements, décisifs dans sa guerre contre l’Éthiopie. En retour, elle avait reçu des autorités somaliennes le droit de construire deux de ses bases aéronavales les plus importantes en Afrique (Mogadiscio, Berbera) et d’y disposer de facilités aériennes, indispensables au déploiement de sa puissance navale. Aussi, le renversement de 1977 prive-t-il les Soviétiques de ces avantages militaires tandis que la Somalie perd sa principale source d’approvisionnement en armements. En effet, <[...] à la suite du revirement soviéto-cubain en faveur de l’Éthiopie, les armes vinrent à manquer au FLSO (Front de libération de la Somalie occidentale) et à l’armée somalienne qui durent évacuer l’Ogaden.> (M’Bokolo, 1985 : 291).

Parallèlement, en Éthiopie, les États-Unis comptent parmi les plus anciennes présences étrangères. Implantés dans le pays, depuis les années 1950, à la suite des Britanniques, ils avaient réussi à devenir le protecteur du régime de Haïlé Sélassié et le pivot de l’équilibre régional de la corne de l’Afrique et de ses environs jusque dans les années 1970. Cette coopération a permis à l’Éthiopie de bénéficier de la plus importante aide américaine à un pays de l’Afrique noire entre 1953 et 1974 : 350 millions de dollars d’aide économique, 300 millions d’aide militaire, des équipements militaires de pointe et de nombreux conseillers. En échange, les États-Unis purent construire en Éthiopie une importante base militaire (centre de communication et d’écoute) destinée à la surveillance de l’Afrique orientale, du Moyen-Orient et de l’océan Indien (M’Bokolo, 1985 : 292-293). Contraints d’évacuer en 1977, Washington perd alors l’avantage de ces acquis dans la région.

D’autre part, ces renversements ont donné lieu à la mise en place de nouveaux équilibres régionaux stratégiques. Ainsi, l’Égypte, après avoir récusé l’Urss, se tourne vers les États-Unis et les pays occidentaux. Dans les faits, les autorités égyptiennes ont initié un programme de libéralisation économique, avec la création de zones franches pour attirer les capitaux étrangers. Face à un contexte politique et économique difficile (échec de l’offensive égyptienne de 1973 contre Israël, émeutes de la faim de 1977), elles se rapprochent davantage d’Israël et des États-

Unis. Ce rapprochement se solde par une visite historique de Sadate à Jérusalem en 1977 et la signature des accords de Camp David entre l'Égypte, Israël et les États-Unis en 1978 (Pironet, 2014).

Dans la corne de l'Afrique, l'Urss, contrainte de partir de la Somalie malgré elle, compense la perte de son allié somalien par l'Éthiopie. En 1977, après un voyage à Moscou, Mengistu obtient des Soviétiques la promesse de livraison de plusieurs millions de dollars d'armements (entre 350 et 450 millions de dollars). Dans la foulée, <Via un pont aérien qui débuta en septembre 1977 et se maintint les huit mois suivants, les Soviétiques envoyèrent pour plus d'un milliard de dollars de matériel militaire à l'Éthiopie. Fin septembre, deux bataillons de blindés sud-yéménites arrivèrent pour participer aux combats. Fidel Castro envoya 11 600 soldats cubains et plus de 6 000 conseillers et experts techniques, qui furent déterminants pour briser l'avance somalienne. Mais la contribution la plus spectaculaire fut l'arrivée sur le sol éthiopien, en 1977-1978, d'un millier de personnel militaire soviétique venus aider à organiser la contre-offensive> (M'Bokolo, 2007 : 285).

Le 20 novembre 1978, Addis-Abeba et Moscou signent un traité d'amitié et de coopération qui consacre la présence soviétique en Éthiopie (Defarges, 2003 : 279). De leur côté, les États-Unis, expulsés de l'Éthiopie, traversent la frontière pour se retrouver en Somalie. En effet, selon M'Bokolo (1980 : 293), <Les Américains se tournèrent aussitôt vers la Somalie qui les accueillit en même temps que les Chinois>. En retour, la Somalie met à disposition des États-Unis en 1980 des facilités aériennes et navales. Au total, à la suite de ces ajustements, les États-Unis deviennent la principale force en Égypte et au Moyen-Orient tandis que l'Urss perd en influence. A l'inverse, l'Urss, en s'installant en Éthiopie, le plus important pays de la corne de l'Afrique, devient la force principale de la région au détriment des États-Unis qui doivent se contenter de la petite Somalie.

## **Conclusion**

La guerre froide en Afrique fut l'occasion de la survenue de plusieurs renversements d'alliances entre certains pays africains et des puissances étrangères entre 1960 et 1990 sur le continent. Les plus emblématiques de ces renversements ont été sans doute ceux intervenus entre l'Égypte et l'Urss dans le nord de l'Afrique en 1976 puis entre la Somalie et l'Urss, et entre l'Éthiopie et les États-Unis, en 1977 dans la corne de l'Afrique.

Si la guerre froide a été la source de prolifération de plusieurs alliances sur le continent durant la période considérée, toutefois elle en a constitué également le principal élément déclencheur de leur relecture. En effet, l'environnement de rivalité entretenu par cette guerre, les besoins en armements, l'aide au développement, la recherche d'avantages politiques ou diplomatiques, la préservation de la souveraineté nationale du pays ont été autant de facteurs déterminants de ces revirements. Généralement, les Africains en prenaient l'initiative sans aucun état d'âme dès que l'intérêt du régime ou du pays le commandait. C'est ce qu'il nous est donné d'observer en Égypte, en Somalie et en Éthiopie. Ces révisions ont suscité inmanquablement un déclassement des forces en présence dans la région, qui a laissé ensuite place à une recomposition du paysage politique et géostratégique, conséquemment à la conclusion de nouvelles alliances en remplacement des anciennes. Toutefois, ces révisions, aussi retentissantes fussent-elles, ont eu dans l'ensemble un impact limité sur la guerre froide. En somme, celles-ci ont été tout de même des moments privilégiés de l'exercice de l'indépendance des pays africains dans ce jeu dominé en grande partie par les puissances étrangères.

### Références bibliographiques

- Almeida-Topor Hélène d'**(2013), *L'Afrique au XXe siècle*, 4<sup>e</sup> Édition, Paris, Armand Colin.
- Casteran Chrisian, Langellier Jean-pierre** (1978), *L'Afrique déboussolée*, Paris, Plon.
- Chaliand Gérard** (1984), *L'enjeu africain. Géostratégie des puissances*, Bruxelles, Éditions complexe.
- Droz Bernard, Rowley Anthony** (1992), *Histoire générale du XXe siècle. Deuxième partie. 4. Crises et mutations de 1973 à nos jours*, Paris, Seuil.
- Charte de l'organisation de l'Unité Africaine* (1963).
- Levgold Robert** (1967), <Lignes de force de la diplomatie soviétique en Afrique>, *Le Mois en Afrique*, n°15, pp. 31-52.
- M'Bokolo Elikia** (1985), *L'Afrique au XXe siècle. Le continent convoité*, Paris, Éditions du Seuil.
- Moreau Defarges Philippe** (2003), *Relations internationales. Questions régionales*, Paris, Seuil.
- Pironet Olivier** (2014), <Chronologie de l'Égypte (1799-2014)>, *Le monde diplomatique*, juin-juillet, <https://www.monde-diplomatique.fr>, consulté le 10 mars 2023.

**<Principales dispositions du traité d'amitié et de coopération soviéto-égyptien>**, (1972), *Le monde diplomatique*, mars, p.20, <https://www.monde-diplomatique.fr>, consulté le 10 mars 2023.

**Quétel Claude** (2008), *Dictionnaire de la guerre froide*, Paris, Larousse.

**Rounov b., Rubinsein g.** (1967), <Relations économiques soviéto-africaines>, *Le mois en Afrique*, n°15, pp.65-79.

**Sid-Ahmed Mohamed** (1972), <L'alliance limitée avec l'union soviétique est une nécessité politique et militaire>, *Le monde diplomatique*, mars, pp. 17 ; 20, <https://www.monde-diplomatique.fr>, consulté le 10 mars 2023.

**Westad Odd Arne** (2007), *La guerre froide globale*, Paris, Payot.